

L'INDÉPENDANT

Organe hebdomadaire du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste de l'Arrondissement de Bergerac

ABONNEMENTS	Un an	Six mois
Bergerac (ville)	48 francs	30 francs
Dordogne et Départements limitrophes	47	29
Autres départements	50	32

Directeur-Administrateur :

Robert TAILLANDIER

BUREAUX :

108, Rue Neuve, BERGERAC, en face du Jardin-Public

TARIF DES ANNONCES	la ligne	2 50
Annonces judiciaires	10	2 50
Commerciales	10	2 50
Petites annonces classées	10	2 50
Chronique locale	10	2 50

L'INDÉPENDANT publie les Annonces Judiciaires, Légales et Administratives du Département.

Les Manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Être Jeune...

Être jeune, c'est l'idéal de la France de demain.

Être jeune, ardent, enthousiaste, c'est le propre, et c'est le devoir de notre génération.

Être jeune, pour nous, c'est aller l'enthousiasme, la combativité à la réflexion et à l'étude des problèmes.

Au lendemain de notre désastre, une tâche magnifique est offerte à la jeunesse, à son labeur, à son intelligence.

Il lui appartient de préparer l'avenir, de discerner avec clarté les questions essentielles, de travailler à les résoudre dans la concorde, avec les lumières de la science et de la raison, et dans le seul souci de l'intérêt général.

Elle doit demander que les actions nouvelles soient conçues par un esprit net, que soient définitivement chassés les formules périmées.

Elle doit réclamer que le nouvel ordre économique et social mette en œuvre les facultés de labeur de chaque citoyen, et lui accorde sa part légitime de richesses qu'il a contribué à créer. Ce ne sera pas seulement une revendication matérielle légitime, mais un appel sacré de la conscience blessée par l'injustice sociale.

Son action ne devra pas se limiter à des réclamations. Au contraire. Son premier devoir consiste à galvaniser l'opinion, à donner le coup de fouet, à créer le choc psychologique qui assurera la reprise de l'activité économique.

Par des actes, et non par des mots, elle doit rappeler au monde que palpite toujours sur notre terre de France l'esprit de ceux qui bâturent notre magnifique Empire.

Jeunes hommes de France, de cette France qui ne peut pas mourir, l'heure a sonné des réalisations et des efforts constructeurs.

Fils des héros de la Marne, de Verdun, des Monts de Champagne, d'Ypres, c'est à vous qu'il appartient d'être les architectes de la France de demain.

La cruelle leçon que vient de recevoir notre peuple, vous inspirera la ferme résolution d'être pour lui les artisans de jours meilleurs.

Des signes non douteux manifestent déjà que les temps ne sont plus lointains, où la Patrie, ravagée par l'effort, retomberait par l'épreuve, pour reprendre la route de son destin.

Jeunes hommes, permettez à l'un de vos aînés, qui fait confiance à votre courage, d'exprimer le souhait ardent que la génération qui monte, plus heureuse que celle qui l'a précédée, ait la joie et la fierté de conduire la France, par la vertu du travail et du rayonnement de la pensée, vers des jours meilleurs, et vers la paix.

Robert TAILLANDIER.

Quand vous serez soulagé ne soyez pas imprévoyant

En prenant un cachet de Gendal matin et soir, on réalise le care anti-inflammatoire le plus sûr et le plus efficace de la guerre. C'est le seul remède qui agit rapidement sans nuire à la digestion. Il est le seul remède qui agit rapidement sans nuire à la digestion. Il est le seul remède qui agit rapidement sans nuire à la digestion.

— M. Perot, greffier en chef de tribunal civil de Riom, est destitué.

— M. Crozet, greffier de justice de paix de Carbone est révoqué.

— La Cour Suprême a tenu hier sa seconde audience.

— J an Borotra est parti pour Paris.

— M. Piétri inspecte les grands centres de la zone libre.

— T-nation entre Rome et Abbeville. L'indignation est vive à Rome et à T-nation au sujet de l'incident de frontière.

— Malgré la guerre, la maison de

Sur la Manche, la bataille fait rage

Des forces japonaises importantes concentrées à la frontière indo-chinoise ?

La marche des Evénements au jour le jour

La fin de la semaine a été marquée par de violents combats aériens. Les Allemands veulent bloquer Southampton comme ils ont bloqué Douvres.

Quatre cents avions de l'armée de Reich ont pris part à la lutte.

Au point de vue diplomatique, on décline dans les milieux bien informés que le roi Carol et le roi Boris de Bulgarie se rencontrent pendant le week-end.

La D.N.B. demande que l'état de siège soit aggravé en Hongrie.

En France, le gouvernement continue à organiser la vie de la Nation. En même temps qu'il reconstruit les stocks de France et de son Empire, le Ravitaillement s'efforce de rapatrier 300 navires surpris en mer par l'armistice.

Lundi la première directrice de l'école de Sèvres, Mme Henri Marion, pionner de l'Enseignement secondaire des filles, vient de mourir.

— Un nouveau régime de circulation est établi entre les zones non occupées et occupées. Désormais, les ordres de mission sont supprimés et tout réfugié n'a plus qu'à munir d'une seule pièce : le certificat de rapatriement, œuvre par les marines.

— 3000 avions construits. 11000 en chantier, tel serait le bilan américain.

— L'appellation « Vins de Côtes du Rhône » va être abolie.

— 500 millions pour un programme de grands travaux viennent d'être mis à la disposition de l'agriculture, du ravitaillement, des travaux publics et des collectivités locales.

— Le Sénat américain fait une vive opposition à la livraison d'unités navales à l'Angleterre.

— Les troupes anglaises parties, 1000 Américains restent seuls pour défendre les intérêts des étrangers à Changhaï.

— M. Barouff Hesa, dans un discours qu'il a prononcé à Vienne, a déclaré : « Il faut envisager l'Angleterre pour que puisse régner en Europe une paix véritable ».

Mardi du cercle polaire à l'Equateur, Londres latente-ille le bonsoir Berlin de son côté accente la guerre sur mer : 4 980 000 tonnes de navires coulés.

— La Grande Bretagne aurait consenti à toutes les exigences japonaises.

— La réquisition des chemins de fer est supprimée.

— La loi martiale est aggravée en Hongrie.

— Les négociations hongroises mais ne commenceront pas avant septembre.

— L'opinion américaine s'émeut des tentatives de réarmement.

— M. le Maréchal Pétain, chef de l'Etat français a prononcé, au cours de la radio. Il a fait appel, une fois de plus à l'union des Français pour traverser les heures difficiles que nous vivons.

Mercredi pour la quatrième fois en quinze jours, les allemands ont lancé de grands attaques contre un des ports de l'Angleterre méditerranéenne. De chaque côté on annonce de nombreux avions abattus.

— M. Perot, greffier en chef de tribunal civil de Riom, est destitué.

— M. Crozet, greffier de justice de paix de Carbone est révoqué.

— La Cour Suprême a tenu hier sa seconde audience.

— J an Borotra est parti pour Paris.

— M. Piétri inspecte les grands centres de la zone libre.

— T-nation entre Rome et Abbeville. L'indignation est vive à Rome et à T-nation au sujet de l'incident de frontière.

— Malgré la guerre, la maison de

LES HOSTILITES

La bataille continue à se dérouler au dessus de la Manche.

De Douvres à Portland, c'est une lutte gigantesque qui se livre. Des centaines d'avions sont aux prises. C'est la plus grande bataille aérienne de l'histoire.

De part et d'autre, des centaines d'avions ont été abattus.

Pendant ce temps les bombardiers des deux adversaires s'éloignent, les uns les villes anglaises, les autres les villes allemandes, belges, hollandaises et françaises.

De leur côté, les troupes italiennes ont pourchassé leur avance dans la Somalie britannique.

Dans la Kenya les forces britanniques ont progressé dans la région de Korin d'en, Abyssinie, non loin du lac Rodolphe.

Du côté de l'Egypte, les troupes italiennes n'ont pas encore franchi la frontière libyenne.

Le 4^e grand combat va se livrer sur la Manche, lorsque les milliers de petits bateaux essaieront de traverser le chenal.

Ce moment, ce sera un déluge de feu. L'artillerie à longue portée, les bombardiers, les D. C. A. Les pièces de marine, tout donnera à la fois.

Les fêtes de l'Assomption pourraient bien être le prélude de la grande offensive contre la Grande-Bretagne.

3 lignes censurées

L'entente

Un grand problème auquel on s'attache pour en trouver la solution, est celui de cette lutte de classes, entre la classe ouvrière et la classe patronale.

Profond et large est le gouffre qui sépare ces deux classes.

Cependant, il suffirait, d'une part, que l'ouvrier se départisse de ses préjugés et de son esprit bien gagné de fraude, favorisé d'ailleurs par les lamenteurs de grèves et de désordres, et, d'autre part, que le patron considère l'ouvrier plutôt comme son collaborateur, et non comme une machine humaine, auquel il lion de ses services, tout en veillant à son bien être physique et moral.

Voilà comme je vois l'entente cordiale entre ouvriers et patrons.

Nous sommes le faisant cela et économiquement un patron, contre lequel quelque chose de ses années ouvrières avaient entrepris une action en justice.

Le 21 avait profité des événements de juin dernier, pour occuper un certain nombre d'ouvriers et d'ouvrières, sans avertissement préalable et sans leur payer une indemnité de licenciement.

Se seule excuse était de n'avoir pas d'argent, excuse insuffisante à elle seule ; et parce que l'Etat ne lui payait pas ses fournitures, il ne payait pas non plus ses ouvriers.

Ce qui est certain, c'est que l'Etat doit, en toute occasion, donner le bon exemple, car c'est tout ce qui compte quand on veut diriger par l'exemple.

C'est en faisant le contraire de ce qu'on impose aux autres, que l'on arrive le plus vite à annihiler le respect de ses subordonnés.

De pareils incidents ne se renouvelent plus, les deux grandes classes sociales, représentées chacune de leur aveu les législateurs, se dirigent vers une politique d'entente, la véritable au relèvement du pays.

Albert SCHMITT.

Retour à la terre

Y a-t-il de plus fidèle compagnon pour l'homme que la terre, cette mère de toutes les richesses. N'est-elle pas une excellente nourrice ?

Que la France, au défaut prodigue, revienne à elle ! D'elle dépend, au grand partie son salut.

Que tous ceux et celles qui ont déserté la campagne, pour aller travailler en ville, retrouvent leurs occupations rurales, délaissées souvent pour des plaisirs malsains, que la campagne ne puisse être évitée par leur offrir.

D'autres encore, ont quitté cette terre pourtant hospitalière et d'une saine ambiance, parce que l'apat, d'un meilleur gain en ville les avait attirés, ont, tout simplement, parce que la vie tranquille et monotone que l'on y passait plait.

Cependant, nous ne voulons point nous attarder à ces considérations qui doivent faire partie du passé, mort pour nous, sur lequel on ne revient que pour montrer les fautes qui ont été commises, sans critique qu'à l'heure, et faire rentrer un bercail tout ou partie égarés, on leur fait-ils reprendre, par une série de mesures appropriées, le goût à la vie paysanne.

Et puisque les suggestions sont permises, faisons-en quelques-unes.

Et premier lieu, il faudrait que l'Etat subventionne les agriculteurs désireux de s'y remettre, soit en nature, soit en espèces, et indemnise ceux dont la ferme a été endommagée ou détruite par la guerre, pour rendre aux uns le démarrage plus facile et aux autres, possible.

Ensuite, qu'il aide à remplacer ou perfectionner, là où cela lui paraît nécessaire, l'outillage des paysans, pour intensifier la culture et la production.

Qu'il crée un Office Général d'Assurances contre les risques agricoles, étant donné que les paysans ont parfois à subir de lourdes pertes, dues aux calamités telles que : la grêle, la pluie durable, la foudre, etc.

Qu'il crée des lieux de stockage des produits agricoles et occupe lui-même des négociations avec les paysans, pour la vente de ses produits, pour leur assurer un prix juste et équitable et supprimer les intermédiaires.

Qu'il crée des Ecoles Nationales d'Agriculture, pour ceux dont l'apprentissage est encore à faire.

Tout cela demanderait évidemment du temps, peut-être même beaucoup de temps.

Mais comme nous ne sommes plus au temps où les projets se réalisent dans un placard ou un fond d'un tiroir, pendant des mois, voire des années, une solution pourrait être apportée assez vite au mal de l'Agriculture.

S'il y a un mal, on le soigne. Plus vite que l'on fait, mieux cela vaut.

Albert SCHMITT.

La grande offensive

Au « Cyrano » des gens se tassent, Et s'agrippent jusqu'à l'extrême. Magé e nombre lui ne se lassent, L'entrèrent bien tout de même.

Ils ont été longtemps privés De cinema qu'ils attire, A ce plaisir ils sont rives, Rien au monde ne les en tire.

Déception ! Restrictions ! Il a fait que la censure Coupe du film leurs actions... Et le plaisir, je vous assure.

Albert SCHMITT.

au sujet de paiement de cette prime aux reformés n° 2 ainsi qu'aux militaires qui sont restés mobilisés pendant plusieurs mois et qui n'ont rien reçu.

Les reformés n° 2 ne doivent pas être considérés comme étant démobilisés. Ils auraient intérêt à se présenter à la gendarmerie ou au bureau démobilisateur de leur ville, pour demander qu'il leur soit délivré un certificat indiquant qu'ils ont été mobilisés et qu'ils n'ont pas perçu de prime.

Cette prime pourra leur servir ultérieurement pour faire valoir leurs droits, s'il y a lieu.

6 lignes censurées

La question suivante est souvent posée : On a déjà commencé à payer la première prime de 200 francs ; quand payera-t-on les 800 francs de complément ?

Les bureaux démobilisateurs n'ont reçu d'instruction qu'au sujet de la première prime. Il faut encore attendre pour le complément.

Un Ancien Combattant.

L'arrivée des Allemands à Bergerac

Ainsi que le faisait prévoir le communiqué du Général commandant le XII^e région, un groupe allemand est arrivé mardi dans notre ville.

Officiers, sous-officiers et soldats logent dans les divers hôtels de la ville.

Répondant à l'appel de M. le Maire, de M. le Sous-Préfet, de M. le colonel, commandant l'arrondissement, la population de Bergerac a montré une attitude parfaitement calme, et empreinte de la plus grande dignité.

M. Chemineau, commissaire de police, et M. Bis, commissaire spécial, tous les deux assistés de leur personnel, assurent un service d'ordre remarquable, empreint de parfaite discrétion et de tact à l'égard de tous.

Nous rappelons aux commerçants de notre ville que les achats effectués par les militaires allemands peuvent être payés en mark, sur la base de 1 mark pour 20 francs.

L'attitude qui convient de correction et de dignité continuera à être assurée par notre population à l'égard des Allemands de passage dans notre ville.

Série d'accidents

Mercredi, vers 17 h. 30, Mlle Jeanne Goupille, 45 ans, employée aux Grands Travaux de Marseille, a été heurtée par un camion militaire à l'angle de la rue Thiers et de la rue de 14 juillet.

Elle a eu l'épaule droite lésée et reçus de contusions sur diverses parties du corps.

La blessée a été transportée à l'hôpital.

— Au Maine-Martin, près de Villefranche-de-Longchamps, un cycliste Jean Souchillon, 31 ans, fut heurté par un auto ; il mourut quelques heures plus tard à l'hôpital de Libourne.

— Le 7 août, vers 18 h. 30, près de Sauboussat, commune de Lantouze, une collision eut lieu entre la motocyçlette du brigadier Jean Crozet, de la D. C. A., et le tracteur d'un train routier de matériel de battage appartenant à M. Pierre Etouard Arbaud, 49 ans, de la Mothe, commune de Poutours. Le militaire, blessé à la tête, fut transporté à l'ambulance de Sauboussat.

— Samedi, rue Neuve, la dame V... fut heurtée et contusionnée par l'auto d'un propriétaire des environs.

— Le 12 août, vers 18 heures, le cycliste Jean Desyres, 37 ans, cultivateur au Crozeille, commune de Saint-Avit-Sénieur, fut heurté par un auto au village de Pont Randon et a été sérieusement blessé au visage. Il a été conduit à l'hôpital de Bergerac.

Série de vols

Le 8 août, vers 9 heures, la bicyclette de Mlle Irma K...ler, 17 ans, étudiante du Bar Rihn à Lantouze, a été dérobée sur la place Gambetta, à Eymet, par un individu que la gendarmerie recherche. La machine valait 650 francs.

— Une bicyclette a été également soustraite à Moulin-Neuf, au préjudice de M. Jean Chevalier, de Fongères (Gironde).

— 250 paquets de feuillets, d'une valeur de 2 500 francs, ont disparu du hangar de la gare des marchandises du Balaun, où ils avaient été déposés. Leur propriétaire, M. Charles Galès, 40 ans, résidant à Bordeaux, a fait de Quercy, une portée plainte à la gendarmerie qui enquête.

AGRICULTEURS,

LA MAISON F. RODRIGUEZ ayant transformé ses usines du Faubourg de la Madeleine, vous fait connaître qu'à partir du 17 août 1918 elle sera en mesure de vous fournir Tous les HACHEMENTS neufs et d'occasion qui vous sont indispensables, à des prix défiant toute concurrence.

